

# I' U. E. C.

roula pour la première fois sans la participation de délégations étrangères et ceci à la demande directe de la direction du P.C.F. qui préférait manifestement laver son linge sale en famille.

Débutant dans une atmosphère plutôt libérale, les débats se passionnèrent assez vite : certains d'être « du côté de la classe ouvrière », assurés par ailleurs d'une solide majorité, les suivistes ne voyaient pas la nécessité de lanterner. La « gauche » décidée à se battre le plus possible sur sa ligne politique de façon à s'imposer comme une tendance a dû parfois au cours du Congrès refuser de suivre les droitiers. En effet, il faut croire que ceux-ci, incapables d'analyser les raisons de leur défaite, restaient finalement persuadés que la majorité de ce Congrès était fabriquée artificiellement à l'aide de pressions bureaucratiques de l'appareil du Parti ; c'est la seule justification de leur tactique qui consistait à multiplier les incidents de séances visant à préparer un départ pour ne pas servir de caution démocratique à un congrès qui ne l'était pas. Or formellement ce Congrès fut plus démocratique que tous les Congrès précédents — qu'il fut seulement — comme l'a dit un délégué de la minorité — « démocratique bourgeois » était un fait ; mais pour le démontrer il fallait précisément intervenir sur le fond des questions politiques.

## Condamnation des déformations de l'« humanité »

Néanmoins la « gauche » n'hésita pas à deux reprises à arrêter le cours faussement démocratique du congrès par des pressions « extra-parlementaires » seul recours possible contre une majorité ignorant les droits les plus élémentaires de la minorité.

La première fois ce fut en quittant

la salle lors du débat, que la présidence voulait étouffer, concernant la façon particulièrement savoureuse dont « l'Humanité » rendait compte des travaux du Congrès ; un exemple parmi tant d'autres : quand De Sardan (secteur Paris-Lettres) explique que les seules luttes pour l'augmentation des salaires ne sont pas en soi révolutionnaires, parce qu'elles ne posent pas la question du pouvoir, « l'Humanité » du 6 mars 1965 lui fait dire : « Les luttes partielles ne sont jamais révolutionnaires. Il est dangereux de mettre en avant des revendications ouvrières ». On comprend alors le titre de l'article « Large débat politique au Congrès de l'U.E.C. ». Ce débat était en effet si large qu'il y incluerait des communistes et des anti-communistes. C'est du moins ce que pourrait penser un militant non informé lisant « son journal de classe ». Finalement le Congrès dut accepter à une écrasante majorité — malgré toutes les manœuvres d'Hermier leader des staliens — une motion présentée par Ulm s'élevant « contre les déformations allant même jusqu'à l'inversion des positions de certains camarades, contenues dans l'article de l'Humanité » et demandant qu'une rectification soit publiée dans le journal. Ceci l'était dans « l'Humanité » du 8 mars 1965.

## MISE AU POINT

« Quelques délégués se sont plaints que leurs interventions aient été déformées dans le compte rendu que publiait samedi « l'Humanité » et le Congrès a demandé que le journal en fasse état. »

Il est vrai que la citation d'une phrase, isolée de son contexte, a pu apparaître comme « déformant » ces interventions ».

# en présence

français, qui n'avons pas dit la vérité sur le temps de Staline, qui avons amoindri la portée des problèmes et des erreurs soulevés au XX<sup>e</sup> Congrès, qui avons fait comme si Khrouchchev avait tout réglé, et qui faisons aujourd'hui comme si Brejnev et Kossyguine étaient en train de tout régler. Or, des problèmes extrêmement sérieux et préoccupants se posent toujours en U.R.S.S., dans le camp socialiste, Chine populaire comprise. Bien avant les fautes, les perversions et les crimes de l'ère stalinienne, au II<sup>e</sup> Congrès, alors même que la démocratie soviétique fonctionnait réellement, Lénine définissait le nouvel Etat comme un « Etat ouvrier et paysan à déformations bureaucratiques ». Nous devons analyser l'extension de ces déformations en un seul exemple : Lénine a longuement analysé, dans « L'Etat et la Révolution », pourquoi il jugeait indispensable que les cadres, les fonctionnaires du nouvel appareil d'Etat, à n'importe quel échelon, soient des militants révolutionnaires révoqués par en bas, contrôlés par les travailleurs, touchant le même salaire qu'un ouvrier moyen, de façon à lutter concrètement contre l'arrivisme, la corruption, le danger entre dirigeants et dirigés. Ce principe que Lénine jugeait indispensable n'a pas été appliqué ni par Staline, ni par ses successeurs, ni en U.R.S.S., ni en Chine, ni dans les démocraties populaires. Il faudrait d'abord cesser de le cacher, le reconnaître franchement et examiner sérieusement les conséquences de ce fait, la première de ces conséquences étant peut-être qu'il n'y aura pas de passage au socialisme en Europe occidentale

tant que la révolution socialiste demeurera inachevée, sur ce plan, dans les pays du camp socialiste.

## LA STRATEGIE ELECTORALE DU P.C.F.

Il est donc d'autant plus grave que la tactique électorale des communistes, loin d'être déterminée en fonction des nécessités de la lutte de masses, est adoptée uniquement en fonction de considérations électorales ; c'est là la définition même de l'électoratisme. Aux législatives de 1962, l'objectif électorale était d'empêcher que les inconditionnels aient la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, on a donc adopté une tactique d'alliances avec tous ceux qui n'étaient pas réputés inconditionnels, des indépendants les plus fascisants aux socialistes ; on a soutenu le triste « cartel des non », au risque de décourager la classe ouvrière et de lui faire perdre confiance dans le caractère de classe du parti. Pour les municipales, l'objectif électorale est donc de garder le maximum de mairies, d'en gagner si possible et de préparer les élections présidentielles. Ainsi, puisque le but pour les présidentielles est d'arriver à la présentation d'un candidat unique de « la gauche » qui accepterait les voix communistes dès le premier tour, on doit chercher au maximum l'entente avec les socialistes et « autres républicains » et tuer dans l'œuf l'entreprise de Defferre. D'où le système d'alliance du parti ces dernières semaines, de même que ses thèmes de campagne électorale. Où est le fameux « programme commun » qui avait été exigé de nos partenaires quand se posèrent les problèmes de l'unité ?

## Refus de reconnaître le droit de tendance

La « gauche » arrêta une deuxième fois le cours du congrès en organisant une véritable manifestation pour exiger la parole qu'on lui refusait dans le débat concernant le droit de tendances — pudiquement appelé à ce congrès « droit de plate-forme ». — Finalement la « gauche » refusait de prendre part à tout vote ultérieur devant le refus de la majorité de donner des garanties sérieuses au droit de plate-forme.

La fin du Congrès fut marqué par le salut du Parti Communiste Français fait par Roland Leroy. Ce ne fut ni une défense, ni une explication du programme du P.C.F. mais bien plutôt un rappel du centralisme stalinien assorti de menace d'exclusion. Ce discours fut ponctué de huées et de sifflets, ce qui permit — suprême habileté — à Leroy de dire « Vous huez Lénine ! » feignant d'ignorer que c'était bien plutôt Leroy qui était sifflé.

Les 160 délégués (100 délégués de « gauche » et 50 « italiens ») ne prenant plus part au vote, le Congrès put élire à la quasi unanimité (comme au bon vieux temps !) sa nouvelle direction.

## Et maintenant ?

Quelles sont les premières conclusions que l'on peut tirer de ce Congrès ? Une période s'achève pour l'U.E.C. Ce qui ne signifie pas que l'on va vers un retour pur et simple au passé. L'éclatement du monolithisme stalinien est irréversible ; de plus l'expérience vécue de l'U.E.C., a marqué profondément les militants, y compris ceux de la majorité.

La crise dans l'U.E.C. continue avec des manifestations moins visibles mais avec autant de profondeur et de persistance. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

R. L.

## PROGRAMME DE TRANSITION

Nous ne pensons pas qu'il s'agisse de « modifier le cours des décisions et le caractère des centres où les décisions sont prises ». (Texte du B.N.) La bataille ne se fait pas dans le cadre des centres de décision dont le pouvoir ne peut se partager. La bourgeoisie a ses propres centres de décision, la classe ouvrière construit les siens, l'enjeu de la lutte est de savoir qui l'emportera. C'est seulement lorsque le pouvoir politique n'appartient plus à la bourgeoisie que sont mises en application toute une série de réformes de structure anticapitalistes qui, jusque-là, ne pouvaient qu'avoir une valeur de propagande éducative. Si la lutte de classe intense qui les a imposées s'atténue, elles sont vidées de leur substance par la bourgeoisie (comité d'entreprise).

Comment parler d'épuration de la police et de l'armée bourgeoise, instruments de classe, si ce n'est en possédant soi-même une police et une armée plus forte que celles dont dispose encore la bourgeoisie.

Ici s'ouvre le débat sur les voies de passage pacifique. En effet, la seule garantie que chaque pas en avant ne sera pas remis en cause est bien celle de l'armement du prolétariat dans cette phase ultime. Les exemples espagnol ou brésilien sont là pour en témoigner. Force de discussion et d'autodéfense, cet armement représente aussi une force idéologique qui permet aux travailleurs de comprendre ce qui est en jeu. Ne pas voir cela c'est, de la part de l'avant-garde, une véritable démission quant à l'aboutissement du processus. Cela ne signifie pas qu'il y ait nécessairement guerre civile : l'armement du prolétariat n'est que la concrétisation (nécessaire) du rapport des forces contre une bourgeoisie aculée prête, dès lors, à employer tous les moyens pour se défendre.

# Aide active au Vietnam

(Suite de la page 1)

permettre à celles-ci de devenir effectives dans quelques années ? On n'a pas lieu de penser qu'il en soit ainsi. Ce qui se passe est bien plutôt une tentative de l'impérialisme américain de profiter des désaccords entre les Etats soviétique et chinois, de frapper pour accentuer ces désaccords, d'aller aussi loin que possible et de redresser ainsi à son profit la situation au Sud-Vietnam.

Pour Washington, ce n'est pas « la guerre », mais une forme de diplomatie qu'il poursuit, une diplomatie qui tâte le terrain non au cours d'entretiens mais à coups de bombes. Cette situation a été la mieux comprise par Fidel Castro — les révolutionnaires latino-américains, les Cubains en particulier, ont une compréhension bien développée de l'impérialisme américain. Fidel Castro n'a pas fait appel aux protestations, mais à des actes, à l'emploi de la force comme la seule chose que puisse comprendre cet impérialisme. Castro sait fort bien que seule une vigoureuse leçon à l'impérialisme américain peut donner à réfléchir à celui-ci ; il sait aussi que l'inaction en face des provocations américaines au Vietnam ne peut qu'aviver l'appétit des forbes de Washington. S'ils peuvent agir aujourd'hui impunément contre le Vietnam, pourquoi se gêneraient-ils demain contre Cuba (où ils occupent d'ailleurs Guantanamo) ? Pourquoi leurs marines ne débarqueraient-ils pas demain au Venezuela ou ailleurs ?

Les discours de Castro regrettant la distance qui ne permettait pas à son pays d'envoyer des hommes et des avions pour aider le Nord-Vietnam, étaient dirigés à l'adresse des grands Etats ouvriers.

A la fin de février, lors du voyage de Kossyguine à Hanoï, on pouvait penser que la politique de Khrouchchev annonçant que l'URSS ne voulait plus rester à la présidence de la Conférence de Genève était abandonnée et que l'URSS allait donner une aide effective au Nord-Vietnam pour faire comprendre aux Etats-Unis que leur intervention devait s'arrêter. Mais les semaines ont passé, rien ne se manifestait dans le domaine de la solidarité de l'URSS envers le Vietnam, et c'est seulement dans les derniers jours de mars que quelques propos plus durs ont été prononcés à Moscou. Quelques propos, mais on ne sait encore si des actes suivront.

Les Chinois eux aussi en sont restés à des propos qui, de leur part, ont une autre portée que celle de Fidel Castro. La manifestation des étudiants à Moscou constituait un événement important pour faire pression sur le pouvoir soviétique, au moment même où se réunissait à Moscou la conférence de plusieurs partis communistes ; il est regrettable que l'exploitation de cette manifestation ait été gâchée de la part du gouvernement chinois.

Il est grand temps qu'une action réelle soit opposée aux interventions américaines. Le jour où il faudra, par exemple, s'attaquer à une défense antiaérienne qui fera des ravages dans les escadrilles américaines, une défense antiaérienne assurée par des troupes soviétiques, on peut être sûr qu'on commencera à réfléchir sérieusement à Washington avant de gravir un nouvel échelon dans l'escalade et et s'il ne vaudrait pas mieux en descendre quelques-uns. Le danger ne réside pas dans une telle aide au Vietnam, mais dans le retard à apporter cette aide. Car, au fur et à mesure que le temps passe, que Washington s'engage plus avant en l'absence d'une riposte sérieuse, il peut lui devenir beaucoup plus difficile de faire machine arrière.

Une autre illusion qu'il faut détruire, c'est celle qui, nourrie par la direction du PCF, laisse entendre que de Gaulle a une politique raisonnable pour le Vietnam et par conséquent qu'il faut l'appuyer. L'impérialisme américain se moque totalement des « bons conseils » de de Gaulle ; il ne croit pas à leur efficacité, il n'a confiance que dans sa force se manifestant avec des projectiles au phosphore, au napalm, aux gaz, et la seule chose qu'il peut comprendre, c'est la force.

La révolution vietnamienne a besoin d'une aide, d'une solidarité rapide et vigoureuse. Dans le monde entier, il faut susciter des manifestations puissantes. Il faut exiger des Etats ouvriers, plus particulièrement de l'Union soviétique et de la Chine, qu'ils affirment solennellement et dans les faits leur solidarité sans réserve avec la révolution vietnamienne.

Pierre FRANK.